

Introduction

L'avenir de la Turquie et sa demande d'intégration à l'Union européenne constituent aujourd'hui une grave question pour le « Vieux Continent » en quête de définition, d'unité et de stabilité. L'Europe est divisée, déchirée sur le sujet, comme le sont les États membres, les partis politiques, les opinions publiques. La passion nationaliste, la méconnaissance historique dominant souvent le traitement de cette question qui ne cesse de dominer, voire de paralyser la réflexion que l'Europe se doit sur elle-même. Les Européens connaissent généralement la Turquie à travers deux situations opposées, l'attrait touristique d'une part pour une destination souvent recherchée, et la perception sociale d'une forte communauté immigrée, surtout dans l'Europe du Nord-Ouest et en France. La question posée de son adhésion les oblige à se forger une autre connaissance de la Turquie qu'ils échouent bien souvent à se donner. Les stéréotypes et les préjugés persistent, voire grandissent en dépit d'acquis très importants de la recherche en histoire et en sciences sociales.

La Turquie contemporaine appartient en effet à ces domaines d'études qui sont passés d'un âge érudit et solitaire – quelques savants isolés travaillaient sur le pays jusqu'aux années 1980¹ – à un régime intellectuel et scientifique de premier plan caractérisé par des chercheurs confirmés² et un milieu très dyna-

mique de jeunes spécialistes³ explorant systématiquement un pays, un État, une culture, une société et démontrant combien elles demeurent éloignées des discours officiels, des représentations populaires, des généralisations hâtives. Cette nouvelle historiographie, au carrefour des sciences sociales, fortement internationalisée, liée à la recherche indépendante en Turquie qui se développe rapidement, alterne les monographies de premier plan et les indispensables travaux de synthèse⁴. Cette étude s'inscrit modestement mais résolument dans cette « turcologie » nouvelle qui sort du cadre strictement national pour envisager la Turquie dans l'espace élargi de l'Europe balkanique au Moyen-Orient, dans l'histoire longue des héritages ottomans et des influences multiples, et dans une perspective de contemporanéité historique qui peut à nouveau rapprocher la Turquie de l'Europe. Actuellement, elle en est séparée par la situation présente interdisant de mener cette histoire contemporaine. Le passé du coup d'État de 1980 et de la dictature des généraux qui en découla n'a pas été surmonté. Il domine le présent à l'instar de la constitution qui reste très largement celle que les militaires imposèrent au pays en 1982. L'histoire contemporaine, notamment en termes politiques, demeure un discours d'État, un dogme national et un pouvoir sur la société. La nouvelle historiographie turque se concentre sur cette réalité critique qui offre l'avantage – périlleux mais exaltant – de pouvoir penser en même temps la contemporanéité d'un pays et les usages politiques de l'histoire⁵. Cela signifie très clairement que la recherche sur le contemporain est elle-même un enjeu politique puisqu'elle démocratise le savoir historique, qu'elle l'éloigne des idéologies d'État ou de religion.

Pour autant et il faut en convenir, ces progrès du savoir savant n'ont pas encore réussi à s'imposer aux opinions publiques et aux politiques des États, en France particulièrement où les positions extrêmes du président de la République, affirmées notamment au cours de la campagne qui vit son élection au

printemps 2007, ont témoigné d'une ignorance profonde de la réalité turque aussi bien que de l'histoire européenne⁶. Plutôt que d'apaiser, par un discours raisonné, une société française en proie au doute sur cette question cruciale, la droite française accentue par son rejet viscéral d'un pays candidat à l'UE la dérive des consciences collectives et individuelles. Nicolas Sarkozy a fait du dossier turc, en effet, un cheval de bataille idéologique. Il récuse absolument la moindre prétention de la Turquie à intégrer l'Union européenne en proclamant comme un principe absolu que la Turquie n'appartient pas et ne pourra jamais appartenir à l'Europe. C'est selon lui une loi de la nature, de la géographie, des religions, qui dit que les frontières, y compris politiques, sociales et culturelles de l'Europe commencent sur le Bosphore et qu'en conséquence tout ce qui est au-delà ou même tout ce qui appartient à la frontière – Istanbul en particulier – est définitivement hors du continent. Comme pour d'autres sujets, la présidence française décide là dans une indifférence – un mépris? – pour la connaissance accumulée sur la Turquie. Peut-être n'est-elle pas suffisante? S'il faut y contribuer à nouveau, approfondissons alors ce qui fait problème, cette histoire contemporaine refusée qui montre un autre visage de la Turquie, une autre Turquie.

Nous n'ambitionnons pas dans ce livre de trancher définitivement la réponse à donner à la demande d'intégration de la Turquie à l'Europe. Nous souhaitons seulement, mais c'est déjà considérable compte tenu de l'état paranoïaque du dossier, faire une place à la connaissance et à la réflexion. Et, par elle, rendre justice de l'engagement exceptionnel d'intellectuels turcs pour construire l'avenir démocratique de leur pays. Des preuves nombreuses existent de cette volonté individuelle et collective qui révèle une autre histoire, une autre Turquie. L'un des objectifs de ce livre est d'abord de réunir ce savoir de l'engagement intellectuel, de l'éclairer, de le transmettre à une opinion européenne souvent ignorante de cette réalité, et d'en faire profiter

aussi une opinion turque qui méconnaît bien souvent les efforts et les risques pris par ses intellectuels pour défendre sa liberté. Dans cet engagement réside un avenir politique qui ne serait ni celui de l'État autoritaire hérité de la République de Mustapha Mustafa Kemal ni celui d'un conservatisme xénophobe se nourrissant de nationalisme autant que de religion, une sorte de fondamentalisme qui menace aujourd'hui la société et la paix civile. Il définirait au contraire une perspective de démocratie fondée sur la reconnaissance de droits et de principes fondamentaux tels qu'on les retrouve dans les valeurs de l'Europe politique et la Convention européenne des droits de l'homme – dont la Turquie est du reste signataire.

Outre que cette issue politique serait un argument décisif pour l'entrée de la Turquie en Europe – celle-ci pouvant se définir comme un espace démocratique et un soutien à la démocratisation, on l'a vu pour la Grèce, l'Espagne, le Portugal, les pays de l'ex-bloc soviétique⁷ –, le fait même d'engager un tel combat pour les libertés, l'exigence de justice et la recherche de vérité rend compte d'une appartenance européenne des intellectuels turcs. La reconnaissance de cette vocation est d'autant plus essentielle que leurs engagements demeurent fragiles, menacés. Historien de la France et de l'Europe politique, nous avons en effet reconnu dans les engagements intellectuels et artistes des trente dernières années, et particulièrement des dix années au cours desquelles ils se sont élargis, des caractères originaux des grandes mobilisations qui ont fait la conscience européenne depuis l'affaire Dreyfus (1894-1906)⁸.

L'Europe a donc besoin des intellectuels turcs, et pas seulement pour l'éclairer sur la Turquie. Ils rappellent aussi aux Européens l'importance des engagements civiques, le besoin de politique dans les sociétés, le devoir de s'opposer au nationalisme par la raison critique et le droit des citoyens. Ils rappellent à l'Europe son histoire, tout simplement. C'est-à-dire son avenir.